L'-Echo.info du 22 juin 2019

Ils passent la nuit à l'Hôtel des Impôts

Corrèze›Brive-la-Gaillarde

L'intersyndicale CFDT-CGT-FO poursuit ses actions pour dénoncer fermetures et fusion des services des impôts. Des agents en lutte décident de passer la nuit sur leur lieu de travail. Des trois SIP en Corrèze, un seul survivrait à Brive d'ici 2021. D'après la CGT, ce serait une centaine d'emplois supprimés dans un avenir proche.

Pourtant, au Conseil Communautaire de l'Agglo de Brive du 25 mars dernier, suite à la venue du Ministre Gerald Darmanin trois jours plus tôt, les élus votaient une motion pour le maintien des trésoreries d'Allassac, Larche, Malemort et Objat. Déjà, nombre d'entre-eux pressentaient le risque de voir les effectifs diminués et la digitalisation du service. Pourtant, la commune d'Objat avait inauguré en grande pompe son centre des finances flambant neuf le 15 mars 2017 pour lequel elle avait investi 62.400€ dont 16.640€ de subventions d'État.
Pourtant, ce centre est menacé de fermeture comme d'autres petites trésoreries en Corrèze (22 au total selon le «plan» de «géographie revisitée» du ministre) quand bien même ses agents gèrent la fiscalité des 21 communes du canton soit environ 21M€, sans compter l'appui et le conseil aux élus ainsi que le stipulait la cheffe des services Isabelle Rouchette lors de la fameuse inauguration.

Fonctionnaires nécessaires

Malgré ces «pourtant» et les 50 motions de soutien signées par les maires, les cinq trésoreries de l'EPCI de Brive Agglo vont être rayées de la carte au profit d'une restructuration qui prévoit des points d'accueil itinérants dans tout le département, ou les contribuables seront invités à consulter leur espace personnel sur le net. Sur les 70.000 déclarations de revenus des Corréziens, seulement 45.000 ont été réalisées par internet. Le ministère espérait les 60.000 selon les agents de Brive. «Nous avons déjà saisi 12.000 déclarations papier. Il en reste 13.000 à saisir d'ici le 28 juin ! Pour nous, c'est le signe d'un désaveu de la télé-déclaration des contribuables corréziens. 35% de la population disent non à la procédure» note Frédéric Soulet, délégué CGT. «Nous sommes là ce soir

pour rappeler que les fonctionnaires sont nécessaires pour offrir un service de qualité» appuie-t-il. Son collègue, Sébastien Fouillade craint la suppression des missions à terme pour les externaliser et les confier à des sociétés privées. «C'est le consentement à l'impôt qui se joue !» dénonce-t-il. Sur les dix dernières années, ce sont 100 emplois supprimés du fait des diminutions d'horaires d'ouvertures. Les agents des petites trésoreries sont d'ores et déjà invités à «rerouter» les demandes de renseignements des contribuables vers le SIP de Brive. Comme si tout était formellement acté. Ubu roi a bel et bien débarqué en France.

Sabine Parisot